BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
16-12-1985
Parlems à M.
Overgezonden aan de H.

L. 16.945/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 21 août 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions relatives à la qualité auxquelles doivent répondre les véhicules affectés aux services occasionnels", a donné le 19 novembre 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e augustus 1985 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende vaststelling van de voorwaarden inzake kwaliteit, waaraan de voertuigen bestemd voor ongeregeld vervoer, moeten voldoen", heeft de 19e november 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

La rédaction suivante est proposée :

"Arrêté ministériel fixant les conditions de qualité auxquelles doivent répondre les véhicules affectés aux services occasionnels de transports rémunérés de personnes par autobus ou autocars".

PREAMBULE.

L'article 19 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocars a aussi été modifié par la loi du 29 juin 1984. A la fin de l'alinéa 1er, il faut, dès lors, remplacer les mots "modifié par la loi du 20 décembre 1957;" par les mots : "..., modifié par les lois du 20 décembre 1957 et du 29 juin 1984;".

L'alinéa 2 peut être omis sans inconvénient. En effet, le texte qu'il vise n'est pas le fondement de l'arrêté en projet, n'est pas modifié par celui-ci et n'est pas nécessaire à sa compréhension.

Il y a lieu de reprendre, dans l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2), l'intitulé proposé par le Conseil d'Etat, section de législation, pour le projet examiné sous le n° L. 16.944/2. La même remarque vaut pour l'article 1er du projet. Au surplus, il y a lieu d'ajouter à cet alinéa les mots : "..., notamment l'article 8;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "... est établi en quatre exemplaires. L'un de ceux-ci doit toujours se trouver à bord du véhicule".

Article 2.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

Le véhicule n'est admis au contrôle de qualité que s'il est propre et si l'intérieur et l'extérieur sont en bon état.

Pour l'appréciation des conditions visées à l'alinéa 1er, il est particulièrement tenu compte de :

.../...

1° la propreté du véhicule, et notamment celle des accoudoirs, poignées, rideaux et pare-soleil;

2° l'aspect général extérieur du véhicule, et notamment l'absence de rouille et d'éraflures visibles;

3° l'aspect général intérieur, et notamment celui du revêtement du sol et du plafond, ainsi que celui des sièges et des accoudoirs qui ne peuvent présenter ni déchirures ni craquelures".

Article 3.

Le texte n'indique pas clairement l'autorité qui est chargée de classer les véhicules dans une des catégories prévues au paragraphe 2. Il paraît résulter des annexes I à V que ce classement sera décidé par l'organisme de contrôle chargé d'établir un rapport, c'est-à-dire, selon l'article 8 du projet d'arrêté royal examiné par le Conseil d'Etat, section de législation, sous le n° L. 16.944/2, un des organismes agréés pour l'inspection automobile. La proposition de texte qui est formulée ci-après se fonde sur cette interprétation.

Il est évident que l'arrêté ministériel en projet ne peut déroger à l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, qui concerne d'ailleurs les conditions techniques et non pas les conditions de qualité.

Il est dès lors proposé de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

.../...

"§ 1er. Un véhicule n'est accepté pour l'exploitation de services occasionnels que s'il est classé dans une des quatre catégories ci-après énumérées et identifiées par une à quatre étoiles par l'organisme visé à l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du ... fixant les conditions d'octroi des autorisations d'exploiter des services occasionnels de transports rémunérés de personnes par autobus ou autocars".

L'alinéa 1er du paragraphe 2 devrait être libellé comme suit :

"Le véhicule est classé :

- dans la catégorie "une étoile", s'il satisfait aux sept critères mentionnés à l'annexe II;

- dans la catégorie "deux étoiles", s'il satisfait aux onze critères mentionnés à l'annexe III;

- dans la catégorie "trois étoiles", s'il satisfait aux vingt et un critères mentionnés à l'annexe IV;

- dans la catégorie "quatre étoiles", s'il satisfait aux vingt-cinq critères mentionnés à l'annexe V".

L'alinéa 2 du paragraphe 2 concerne des véhicules qui, compte tenu de leur équipement particulier, ne satisfont pas à tous les critères prévus pour être admis dans l'une des quatre catégories visées à l'alinéa 1er : ce sont les véhicules adaptés aux transports de handicapés et les véhicules dits "V.I.P. cars". Cette abréviation, empruntée à l'anglais, désigne, selon le fonctionnaire délégué, des autocars dont la moitié avant est équipée de sièges semblables à ceux des autres autocars mais dont la moitié

arrière est aménagée en un salon dans lequel le "personnage important" peut travailler ou conférer avec ses collaborateurs. Il convient de remplacer cette abréviation par un mot ou une expression désignant clairement la nature des véhicules visés, comme par exemple "autocars salons". D'autre part le terme "moins valides" du texte français doit, conformément à la terminologie de la législation sociale, être remplacé par le mot "handicapés".

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "minder-validen" au lieu de "mindervaliden".

Enfin, le sort réservé à ces véhicules spéciaux n'apparaît pas clairement. Le texte du projet porte "ces critères sont jugés positivement". Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que ces véhicules seront classés dans une des quatre catégories énumérées au premier alinéa du paragraphe 2, s'ils offrent un confort au moins équivalent à celui des véhicules qui répondent aux critères de cette catégorie.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, alinéa 2 :

"Si un véhicule, en raison de son équipement particulier, ne satisfait pas à certains des critères permettant de le classer dans une des catégories énumérées à l'alinéa 1er, notamment parce qu'il est adapté au transport de handicapés ou parce qu'il est aménagé en "autocar salon", l'organisme visé au paragraphe 1er le classe dans une de ces catégories comme s'il satisfaisait à ces critères".

Il résulte de la rédaction des paragraphes 1er et 2 que le paragraphe 3 est superflu et doit être omis.

.../...

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Les équipements supplémentaires du véhicule sont signalés sur le label de qualité, par le pictogramme correspondant, conformément à l'annexe VI.

Ces équipements ne modifient pas le classement".

Article 5.

La Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars, désignée au paragraphe ler, est une association de caractère privé. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que lui soit confiée la mission de délivrer les labels à apposer sur les véhicules.

Si cette mission doit être considérée comme relevant du service public, elle doit être assumée par l'autorité administrative à l'aide de ses services et ne peut faire l'objet d'une concession à un particulier qu'en vertu de la loi.

Si, comme il semble résulter du projet, la distribution des labels est une opération matérielle qui n'implique pas d'intervention de l'autorité et est susceptible de faire l'objet d'une activité lucrative, l'arrêté en projet ne peut en réserver le monopole à la personne privée qu'il désigne.

Si le Ministre entend confier à une seule personne privée la fabrication et la distribution des labels, il lui est loisible de le faire en recourant aux procédures prévues pour la passation des marchés publics.

Le paragraphe ler doit donc être revu.

Au paragraphe 2, mieux vaudrait écrire dans le texte français : "... sur la porte d'accès des voyageurs ou à proximité de celle-ci...".

Article 6.

L'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 6.-
L'entrepreneur de transports peut, en cas d'adaptation de son véhicule, demander un nouveau contrôle en vue d'obtenir un classement dans une autre catégorie".

Article 7.

La rédaction suivante est proposée pour la première phrase :

"Si le véhicule ne satisfait plus aux critères de la catégorie dans laquelle il est admis, il doit être soumis à un nouveau contrôle".

.../...

La seconde phrase devrait faire l'objet d'un alinéa distinct, rédigé comme suit :

"Le nombre de places qui est indiqué dans le rapport (la suite comme au projet)...".

Article 8.

Dans le paragraphe 1er, 2°, b), mieux vaudrait écrire au premier tiret : "... de l'impossibilité de le présenter à cette date;" au lieu de "... de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de le faire;" et à la fin du second tiret : "dans les trente jours précédant le dernier jour de la validité du rapport ou, au plus tard, ce jour".

Article 9.

Il conviendrait d'écrire :

"Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

+

ANNEXES.

Dans le texte français de l'annexe VI, le mot "soupes" doit être remplacé par le mot "potages".

En outre, le commentaire fait au point 2 de cette annexe ne correspond ni aux mots "restauration à bord", ni au symbole représenté par le pictogramme.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat de Regering wegens haar ontslag alleen nog bevoegd is voor het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Ministerieel besluit tot vaststelling van de voorwaarden inzake kwaliteit waaraan de voertuigen gebruikt voor bezoldigd ongeregeld vervoer van personen per autobus of autocar, moeten voldoen".

AANHEF.

Artikel 19 van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars is ook gewijzigd bij de wet van 29 juni 1984. Aan het slot van het eerste lid vervange men dan ook de woorden "gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;" door de woorden : "... gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957 en 29 juni 1984;".

.../...

Het tweede lid kan zonder bezwaar vervallen. De bedoelde tekst vormt immers niet de grondslag van het ontworpen besluit, wordt er niet door gewijzigd en is niet nodig voor een goed begrip ervan.

In het derde lid (dat het tweede lid wordt), dient men het opschrift over te nemen dat de Raad van State, afdeling wetgeving, heeft voorgesteld voor het onder het nr. L.16.944/2 onderzochte ontwerp. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 1 van het ontwerp. Bovendien moet dit lid worden aangevuld met de woorden : "..., inzonderheid op artikel 8;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Men redigere dit artikel als volgt : "Bij de kwaliteitscontrole, bedoeld in ..., in vier exemplaren opgesteld. Een exemplaar moet steeds in het voertuig aanwezig zijn".

Artikel 2.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Het voertuig wordt slechts tot de kwaliteitscontrole toegelaten zo het zindelijk is en zich van binnen en van buiten in goede staat bevindt.

.../...

Bij de beoordeling of aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden is voldaan, wordt in het bijzonder rekening gehouden met :

1° de zindelijkheid van het voertuig, en inzonderheid van armleuningen, handgrepen, gordijnen en zonneblinden;

2° de algemene buitenaanblik van het voertuig, inzonderheid de afwezigheid van roest en zichtbare schrammen;

3° de algemene binnenaanblik, inzonderheid het uitzicht van de vloer- en plafondbekleding, alsook van de zetels en armleuningen, die geen scheuren of barstjes mogen vertonen".

Artikel 3.

De tekst geeft niet duidelijk aan welke overheid ermee belast is de voertuigen bij een van de in paragraaf 2 bepaalde categorieën in te delen. Uit de bijlagen I tot V lijkt afgeleid te kunnen worden dat over die indeling zal worden beslist door het controle-organisme dat met het opstellen van een verslag is belast; volgens artikel 8 van het ontwerp van koninklijk besluit dat de Raad van State, afdeling wetgeving, onder het nummer L.16.944/2 heeft onderzocht, is dit een van de erkende organismen voor automobielinspectie. Het hiernavolgende tekstvoorstel steunt op deze interpretatie.

Het spreekt vanzelf dat het ontworpen ministerieel besluit niet mag afwijken van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen, dat overigens op de technische eisen betrekking heeft, en niet op de voorwaarden inzake kwaliteit.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Een voertuig wordt slechts voor de exploitatie van ongeregeld vervoer aangenomen indien het door het organisme, bedoeld in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van ... tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van machtigingen tot het exploiteren van ongeregeld bezoldigd vervoer van personen per autobus of autocar, ingedeeld is bij een van de vier hierna opgesomde categorieën, welke door een tot vier sterren gekenmerkt zijn".

Het eerste lid van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Het voertuig wordt ingedeeld :

- bij de categorie "één ster", indien het voldoet aan de zeven criteria vermeld in bijlage II;

- in de categorie "twee sterren", indien het voldoet aan de elf criteria vermeld in bijlage III;

- in de categorie "drie sterren", indien het voldoet aan de eenentwintig criteria vermeld in bijlage IV;

.../...

- in de categorie "vier sterren", indien het voldoet aan de vijfentwintig criteria vermeld in bijlage V".

Het tweede lid van paragraaf 2 heeft betrekking op voertuigen die om reden van hun bijzondere uitrusting, niet beantwoorden aan alle criteria waaraan moet zijn voldaan om in een van de vier in het eerste lid bedoelde categorieën te kunnen worden ondergebracht, met name voertuigen welke voor het vervoer van minder-validen zijn aangepast en de zogenaamde "V.I.P.cars". Volgens de gemachtigde ambtenaar worden met deze aan het Engels ontleende afkorting autocars aangeduid waarvan de voorste helft is uitgerust met zetels als die in andere autocars, maar waarvan de achterste helft is ingericht als een salon waarin de "hooggeplaatste" kan werken of met zijn medewerkers confereren. Deze afkorting dient vervangen te worden door een woord of een uitdrukking die duidelijk de aard van de bedoelde voertuigen aangeven, zoals bijvoorbeeld "salonautocars". Voorts moet de term "moins valides" in de Franse tekst, overeenkomstig de terminologie van de sociale wetgeving, door het woord "handicapés" vervangen worden, terwijl in de Nederlandse tekst de gebruikelijke spelling van "minder-validen" hersteld dient te worden.

.../...

Ten slotte komt niet duidelijk tot uiting welke regeling men in verband met deze voertuigen wil treffen. Naar luid van de tekst van het ontwerp "worden die criteria positief beoordeeld". Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat die voertuigen bij een van de vier categorieën welke in het eerste lid van paragraaf 2 zijn opgesomd zullen worden ingedeeld, indien zij een comfort bieden dat ten minste gelijkwaardig is aan dat van de voertuigen die aan de criteria van die categorie beantwoorden.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2, tweede lid :

"Indien een voertuig wegens zijn bijzondere inrichting niet voldoet aan sommige van de criteria aan de hand waarvan het bij één van de in het eerste lid opgesomde categorieën kan worden ingedeeld, meer bepaald omdat het voor het vervoer van minder-validen is aangepast, of omdat het als "salonautocar" is ingericht, deelt het in paragraaf 1 bedoelde organisme het bij een van die categorieën in alsof het aan die criteria voldeed".

Uit de redactie van de paragrafen 1 en 2 vloeit voort dat paragraaf 3 overbodig is en moet vervallen.

Artikel 4.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

"De bijkomende uitrustingen van het voertuig worden op het kwaliteitskeurmerk aangegeven door het overeenstemmende pictogram, overeenkomstig bijlage VI.

Deze uitrustingen wijzigen de indeling niet".

Artikel 5.

De in paragraaf 1 aangewezen Federatie van de Belgische Autobus- en Autocarondernemers is een private vereniging. Het is de Raad van State niet duidelijk op welke grond zij ermee belast zou kunnen worden de kwaliteitskeurmerken die op de voertuigen moeten worden aangebracht af te geven.

Indien die afgifte moet worden beschouwd als een taak van de openbare dienst, moet de administratieve overheid ze met de hulp van haar diensten op zich nemen en kan zij slechts krachtens de wet aan een particulier in concessie gegeven worden.

Indien, zoals uit het ontwerp naar voren lijkt te komen, de afgifte van de kwaliteitskeurmerken een materiële verrichting is die geen optreden van de overheid vergt en een winstgevende activiteit kan uitmaken, mag het ontworpen besluit het monopolie ervan niet verlenen aan de private persoon die het aanwijst.

Zo het in de bedoeling van de Minister ligt de vervaardiging en de afgifte van de keurmerken aan een enkele private persoon op te dragen, kan hij dit doen volgens de procedures die inzake overheidsopdrachten van toepassing zijn.

Paragraaf 1 moet dus worden herzien.

In paragraaf 2 van de Franse tekst zou men beter schrijven : "... sur la porte d'accès des voyageurs ou à proximité de celle-ci ...".

.../...

Artikel 6.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

Wanneer een voertuig wordt aangepast, kan de vervoerondernemer een nieuwe controle aanvragen teneinde een indeling bij een andere categorie te verkrijgen".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt, de eerste volzin als volgt te redigeren :

"Indien het voertuig niet meer beantwoordt aan de criteria van de categorie waarin het is aanvaard, moet het aan herkeuring worden onderworpen".

De tweede volzin zou een afzonderlijk lid moeten vormen, als volgt gesteld :

"Het in het verslag vermelde aantal plaatsen moet overeenstemmen met het aantal aangegeven op ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

In paragraaf 1, 2°, b, zou men na het eerste streepje beter schrijven : "bij een eerste controle wanneer de vervoerondernemer zijn voertuig niet in het inspectiestation heeft aangeboden op de in de oproeping bepaalde datum en het erkend organisme niet heeft laten weten dat het hem onmogelijk was het op die datum aan te bieden;" en na het tweede streepje :

"bij een periodieke controle wanneer de vervoerondernemer zijn voertuig niet in het inspectiestation heeft aangeboden binnen dertig dagen vóór de laatste dag dat het verslag geldig is of, uiterlijk, op die dag zelf".

Artikel 9.

Men zou moeten schrijven :

"Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die gedurende welke ... (voorts zoals in het ontwerp)".

+

BIJLAGEN.

In de Franse tekst van bijlage VI vervange men het woord "soupes" door "potages".

Bovendien stemt de verklaring onder punt 2 van deze bijlage niet overeen met de woorden "restauratie aan boord", evenmin als met het door het pictogram weergegeven symbool.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.